rale des marchés à terme ; ce sernit le meilleur moyen d'empécher la Chambre, d'arriver à une conclusion immédiate et précise. (Très bien, tràs bien.)

Il convient de ésrier les questions ; une questions et porés actuellement au Parlement, per l'unanimité seuf quelques unités, de l'industrie de la laine en France ; les pétitionnires ne demandent aucum faveur ; ce sont d'honnêtes gans qui réclament le droit de ne pas se laisser tuer par la spéculation. (Vifs applaudissements)

de no pas so lasser tuer par la specialectal. (vins appliadissements)

Ils prient le Parlement d'ayoir souci de leurs intérêts et de les protéger emère les effets de la loi de 1885. (Très bien, très bien).

Le Parlement voudra faire bon secueil à leur demande, et, demanden au gouvernement de ptysidre des meures pour supprimer le marché à terfie que Boubsix ; en le faisant, il soomplirs une œuvre utile et féoonde, digne d'un parlement démocratique, soucieux des intérêts économiques et de la richesse sommerciale du poyre.

Intervention de M. le baron Reille M. le baron Amédée Reille dit que ceux qui veu-lant la suppression du torme, sont un peu comme des malades qui souffrent sans trop savoir de quoi; ils reulent se couper la tête pour échapper à lours souf-trances.

rement se couper as two pour schapper a tour sour-frances.

Il est impossible au législateur, de formuler un-règle unique, qui puisse s'appliquer à toutes les den-règle unique, qui puisse s'appliquer à toutes les den-règles de la commandation de la commandation de décret, le marché à teume de Roubaix-Tourcoing, il est tout moins possible d'en signaler les abus.

Les négociants se trouvent dans l'impossibilité absolus de preadre livraisons de la marchandise sur laquelle ils opèrent. On ne peut distinguer le négo-ciant faisant une opération licite à couvertures du aimple joueur.

ciant faisant une opération licite à couvertures du aimplo joueur.

On dira qu'il n'y a d'accrédités, auprès de la Caisse de liquidation, qu'un certain nembre de négociants patentés; mais il n'y a sucun moyen de leur interdire de faire des opérations pour le compte d'autrui. Le négociant en laine est obligé de suivra les fluctuations de la cote au jour le jour et, à un moment donné, les indications, par suite de la spéculation, pouvant être fausses, il est amené à faire une opération désartreuse pour lui. (Très hien sur divers bancs.)

Les députés, ces jours-ci, ont reçu une brochure rédigée par les partisans du terme, mais les Chambres de commerce sont unanimes à combattre ces opérations.

de commerce sont unanimes à combattre ces opéra-tions.

Où est le remède? Il n'existe pas à cette heure, car le marché à terme est légal et, pour le supprimer, if sut une loi.

Tout ce qu'on peut faire, c'est d'agir auprès de la Caisse de liquidation pour l'engager à modifier son fonctionnement, de manière à ne pes fausser les cours. La Caisse de liquidation ne résistera pas à cette in-vitation, parce qu'elle connaît le danger qui la me-mace. (Très bien aur divers bancs.)

Discours de M. Pasqual

M. Pasqual appuie les observations de M. Mirman au'nom de la population entière de Fourmies.
Cette vaillante population, dit-il, s'était remies au travail, lorsqu'un effondrement se produisit dans les cours, amenant un chômage désastreux. Jamais l'industrie lainière ne s'était trouvée dans une situation aussi lamentable.
La Chambre votera une meure radicale, et, cette maure d'est la suppression pure et simple du marché

The Common voters are meant learned. e., e., cetter meaure, etc. is suppression pure et simple du marché à terme de Roubaix, qui est une entreprise privée, dans laquelle on ne fait que du jeu et de la spéculation. Elle défendra les intérêts de ceux qui travaillent. Tous les habitants de Fournies, malgré la missère qui les étreint, attendent avec calme la décision du Parlement. (Applaudissements.)

Discours de M. Eugène Motte Député de Roubaix

M. E. Motte s'étonne des termes qu'on a employés pour définir les opérations qui se font à Roubaix, On a apporté, à la tribune, des imputations accablantes. Pourquoi M. Mirraam n'a-t-il pas fait, à la ville de Roubaix, l'aumésse d'une vinite?

B'il s'était randu à Roubaix, il se serait montré moine affransité, et la urait vu que les gens qu'il accuse de tous les maux, agissont au vertu de la loi de 1885. Il aurait vu que le groupe Roubaix-Tourcoing est le seul qui ait connu la proépérité.

On a parlé de la loi Dron-Rajon, cotte loi n'est pas faite pour affrayer l'orateur. Un a voulu dramatiser le débat; M. Mirman a cherché à prendre ses collèques par la bourse et par le cœur. Il les a pris par la bourse en leur rappelant l'appétit de l'agriculture. Or, la laine travaillée à Roubaix, ne vient pas de France. Les comices agricoles n'out donc rien à voir dans cette affaire, le mouton n'est plus à faire en France.

M. Mirman a parlé ensuite du chémage, mais le

France.

M. Mirman a parlé ensuite du chômage, mais le chômage, qui est une plais odieuse, qui atteint tout le monde, ne provient pas du terme. ne enomage est causé par la politique économique de la France. En quelques années, nous avons perdu 7 millions de kilogs de tissus à l'exportation. Voilà la rapen du chômage.

En queiques amées, nous avons perdu 7 millions de kilogs de tissus à l'exportation. Voilà la rajson du chômage.

Il y en a me autre, c'est que nous n'avons qu') des colonies à coton, dans lesquelles nous n'exportent pas de laine. (Applaudissementa.)

Il n'y a aucune corrélation entre le chômage et le marché à terme. Roims, Amiens, Fourmies, Mazamet attaques Roubiar-Tourcoing. Ces attaques sont dues à un sentiment de mauvaise humeur de la part de places qui ont été battures par Roubair-Tourcoing.

M. Mirman, dit Ferateur, perle au nom de la cainse de liquidation. Je parle, moi, au nom de la Chambre de Commerce de Roubaix. Depuis quelques meis, l'industrie de la laine souffre, mais quelle est la cause de cette souffrance ? C'est l'exagération de la hauses qui a séri pendant longtemps. En 1897, la laine valiat 3fr. 45; en 1899, elle a été cotée 6fr. 60. Depuis, elle a baines. Il n'y a pas d'accaparement puisque tout le monde peut s'em precurer et les plus pauvres peuvent se vétir à bon marché.

La hauses avait été causée par des légendes. On dissalt que des maladies terribles sévis-aicnt en Austra-

vent se vêtr à bon marché.

La hausse avait été causée par des légendes. On dissit que des maladies terribles sévissaient en Australie uur le moutent et une tonte énorme a été placée à des cours exagérés; toute la question set là. Les arrivages de lalue se nont succédés à nombreux que la légende a disparu. De 6 fr. 75 la laine et tombée à fr. 75, au moment où Roubaix avait achet toute une tonte. Ces baisses, on les a épreuvées en 1880 et em 1885, et il n'y avait pas de marché à terme.

M. Belsan. — Le terme devrait être un marché régulateur, Il n'z pas réalisé ce programme.

M. Eug. Motte soutient que les faits que l'on impute au terme se sont éjà produits dans l'histoire ancienne. La vérité est que, sans le terme, des catastrophes se seraient produites et que des maisons auraient formé.

3 ÉDITION DERNIERE HEURE

CORRESPONDANTS PARTICULIERS ET PAR PIL SPECIAL)

L'INSURRECTION EN CHINE L'ASSASSINAT DU CONSUL AMERICAIN DE TIEN-TSIN

Paris, 20 juin. - L'e Agence Nationale » commupique la dépôche suivante :

« Nov-Yeek, 27 juin. — Le ministre de la marine
a repa de l'amirat Rempot, une dépôche annonçant
l'ammuniat du cochard des Etato-Unis à Tien-Tain,
d'une quarantaine de missionnaires anglais et américains et de plunieurs autres Européens dont les nome
at l'accombineurs

sent incompis.

Le gouvernement a auscitôt télégraphié au général
Mac-Arthur, commandant des troupes à Manille,
pour meur consision de soldets peuroné être enreyde en Chine.

Le dépôche du général Kempoo qui a été trenquée
en transmission, confirmerait que ce sont les troupes
chinoles et 200 les Bances qui est incendié NienTris.

Havre, après avoir créé le marché de Roubaix on sup-prima tire he intermédiaires.

Les industriels du Nord devaient prendre l'exp-aimme qui unitait au Hayre et à Auvers. On a sup-primé le terme à Leipnig; le marché s'est déplacé, et il est allé à Anvers. Qu'Auvers supprime son marchés et Roubaix suivra; mais, que les Anversois comman-cant; (Très bien, très bien.)

Le Gaisse des liquidations est dirigée par des in-dustriels de premier ordre, qui n'acceptent pas tout le monde pour leurs opérations, Il faut payer patente "plénière pour pouvoir agréer, ui des abus se sont glis-sée, la Caisse de liquidation est prête à les supprimer. Applaudissements.)

S'il plait à la Chambre de faire une equête, les Roubainens sont tous prêts à recevoir les commis-

Roubaisiens sont tous prêts à recevoir aires de la Chambre.

Roubailiens sont tous prêts à recevoir les commisasires de la Chambre.

L'orateur proteste avec énergie contre les accusations de M. Mirman. A l'entendre, dit-il, on croirait
que le marché de Roubaix est un mauvais lieu. Sans
ce marché à terme, vous se series pas nos adversaires, mais nos fossoyeurs. (Rires.)
Nous sommes d'honnêtes gens. Nous administrons
avec probité, nous sommes des travailleurs; seulement nous ne nous suicidons pas volontiers. (Applaudiassements.)
Nous avons détroné Reims, et Reims nous en veut.
L'orateur doune lecture, en terminant, de la délibération de la Chambre de commerce de Roubaix,
lui dounant mandat de la défendre, déclimant toute
responsabilité avec les abus de la spéculation, et conseutant à ce que le marché à terme disparaisse, si
celui d'Anvers disparaît.

Que la commission des marchés toute entière, confirme l'orateur se transporte à Roubaix; elle y sera
admirablement reque; elle se fera une opinion juste
sur ce problème qui est plus délicat qu'on ne'le croit
tout d'abord. (vite applaudissements.)
La svite de la discussion est renvoyée à vendredi
prochsin.

M. Motte a obtenu un succès très réel L'énervie de

Prochain.

M. Motte a obtenu un succès très réel. L'énergie de aes déclarations a fait impression sur la Chambre. léclarations a fait impression sur la Chambr L'INTERPELLATION BERTHELOT

L'INTERPELLATION BERTHELOT

La Chambre inscrit, à la suite de l'ordre du jour, une interpellation de M. Berthelot, sur le désaccord permanent de la population française de Tunisie avec le résident général.

La discussion quotidienne s'engage sur l'ordre du jour; chacun demande un tour de faveur, les uns pour les boissons, d'autres pour les retraites ouvrières ou telle ou telle interpellation. La Chambre, lassée, finit par maintenir son ordre du jour.

Séance lundi & 2 heures. La séance est levée à 6 heures 26.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 22 juin. — Les ministres se sont réunis, cè matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet.

matin, a l'Elysee, sous la présidence de M. Loubet.

La mort du comte Mouravieff
Le ministre des affaires étrangères a fait part de la mort du comte Mouravieff, au Conseil, qui s'est associé aux regrets três visi dont M. Delcassé a fait dès hier, au nom du Gouvernement de la République, parvenir l'expression, au Gouvernement impérial de Russie et, ajoute le communiqué officieux, comme ami personnel de la famille du comte.

Les évèrements de Chine.

ami personnel de la famille du comte.

Les évènements de Chine

Cette nuit, aucune nouvelle de Chine n'est pervonue
au quai d'Orsay; le dernier télégramme arrivé est
celui de M. François, daté de Yunnam-Sem, le 19
juin, reçu te 21, à una heure, et dont le ministre des
affaires étrangères a donné hier connaissance à sa
Chambre.

Chambre. Le ministre de la Marine a rendu compte des dis-positions prises pour assurer l'exécution des mesures précédemment arrêtées par le Conseil, et dont com-munication a été donnée, à da Chambre, par le mi-

Autres questions

Autres questions
Le Conseil s'est entretenu des différentes questions
qui deivent venir, aujourd'hui, en discussion devant
la Chambre. Les ministres des travaux publics et du
Commerce ont indiqué les déclarations qu'ils porteront à la tribune, en réponse aux interpollations de
MM. Guillemet et Mirman.

LE CONGRÈS DES HABITATIONS A BON MARCHÉ

LE CONGRES DES HABITATIONS A BON MARCHÉ

La clôture

Paris, 22 juin. — Le Congrès international des
habitations à bon marché à clôturé see séances hier.
De nombreuse et perfois délicates questions out été
proposées à la discussion qui a révélé, sinon une entente parfiaite pour les moyens à employer, tout au
moins une unanimité team réserve de sentiment
quant à la profendear du mai résultant des conditions hygieniques et marales de l'habitation des
classes déshéritées, et marales de l'habitation des
classes déshéritées, et pareille ardeur de tous ses
membres à y apporter un prompt remède.

La première question et non la moins importante,
a été rapportée par M. Georges Picot. Il «ingissait
de savoir quel revenu moyen il convient de rechercher
dans la construction et la gestion des maisons à étages.

dans la construction et la gestion des maisons à étages.

Le rapporteur, informé par sa longue experiumpersonnelle des résultats des diverses tentatives de
l'initiative privée, a constaté que la réussite d'une
surre d'habitations à bon marché déépend d'une
rémunération raisonnable des capitaux qui la sontiensent. Il est oeuvaire qu'il serait imprévoyant de
trop attendre des sentiments de pure philanthropse «
présence de l'étendue considérable du mal dont le
remode, à Paris notamment,, coîterait une somme
qu'il n'évalue pas à moins de 500 millions.

Pour aviir pareille somme, il est nécessaire d'assurer à ceux qui apporteront leur argent un revenu
sérieux et non hetif. Si la Société des logements économiques de Lyon a obtenu un éclatant succès, c'est
qu'elle a pu servir un intérêt dépassant 4 % à est
actionnaires. Si, par contre, à Paris, les sociétés de
construction d'habitations ouvrières sont toutes
se dévalopper, c'est que le produit net qu'elles retirent de leurs opérations me dépasse 3.50 % alors que
le revenu moyon des immeubles y est d'envirou de
4 %.

is revenu moyen des immembles y est d'environ de 4 %.

Après un échange de vues auquel ent pris part M.M.
Lebon, Rostand, Mahaim, Brands, Cheysson, Lucas,
Ch. Droulers et Lepreux, le Congrès a admis que l'on doit tendre à sbaisser le prix du loyer dans la mesure compatible avec la rémunération courante des capitaux employés dans les placements immobiliers, de manière à attirer vers l'entreprise des resources dont l'ampleur soit en harmonie avec l'étendue des besoins.

besoins.

A cette résolution, le Congrès a joint un article additionnel de M. Cheymon, ainsi conqu: « Une fois le capital convenablement rémunéré, il est dé-airable qu'êil soit constitué d'abord des réserves qui

LE BOMBARDEMENT DE TIEN-TSIN Téh-Fou, 22 juin. — On annonce officiellemen que Tien-Tain est soumis à un bembard ment continue de gros canons et que presque toutee les concession étrangères ont été brûlées; le consulat sméricain est détruit. Les Russes qui se trouvent à la station, sont serrés de près. On a un besoin urgent de ren-forts; les pertes sont considérables.

forts; les pertes sont considérables.

UN DISCOURS DE M. MILLERAND

Paris, 22 join. — Ce soir a en lieu le accond banquet du cemité républicain du commerce et de l'industrie. Comme celui de l'an passé, ce banquet était présidé par M. Millerand. Le Président de la République était représenté; de nombreux sénateurs ét députés étaient présents.

Après un discours de M. Mascuraud, qui a fait l'éloge du Cabinet et de son chef, M. Millerand a pris la parole.

M. Millerand, lui ansai, a fait l'éloge de M. Walcack-Rousseau aux côtés de qui, dit-il, il est fiier de combattre et dont, a joute-t-il, le caractère vaut le taint.

Il déclare ensuite qua le Cabinet n'a fait que rallier le parti républicain autour du programme républicain.

Jon a dit que, par le projet sur les associations, dit M. Millerand, le gauvernement et la majorité est préparé je us sain qu'elle agression contre les ilées â'un partie, ce n'est pas. Neur serpectons toutes le convictions, mais none entendens que la République se fasse respecter et nous entendens, qu'à l'aide des blens de main-marte, en ne reconstitue pas,

nt l'avenir contre les éventuslités, puis un spécial affecté, par périodes d'une certaine à des megures dans l'intérêt collectif ou indivi-

assurent l'avenir contre les eventuales, pus a saurent l'avenir contre les eventuales, pus definds spécial affecté, par périodes d'une; certaine durée à des mesures dans l'intérêt collectif ou individuel des locataires.

Le congrès a entendu ensuite de très interessants rapports laur quelques questions de détail, de MM. Weber, Langer, Baudran, Lemery, Mellet, Paul Bureau, Jules des Recourses des conclusion de tes divers rapports, le congrès à été saisi de communications fort bien decumentées et très instructives qui lui ont été présentées par quelque-uns de ses membres:

M. Mangin l'a entretenu du fonctionnement de la Société de fogement et d'alimentation économiques de Lyon;

Société de fogement et d'alimentation économiques de Lyan; M. Watterloo l'a renseigné sur le mécanisme des « Rowton Houses » de Londres; M. Stevenson a moutré ce qu'avait fait la muni-cipalité de Glascow pour l'amélioration du log-scent

nurier;
M. Alfred Engel a exposé les résultats cutcaus
par la Société mulhousienne des cités currières
M. Cazalet a parié de ce qu'il a été fait à Bos-

par la Société mulhousienne des citée ourrières M. Cazalet a parié de ce qu'il a téé fait à Bordeaux;

M. Omer Lepreux a expliqué, d'après l'expaneuce faite en Belgique, ce que peuvent, pour faveriser l'accession des ouvriers à la petite proprieté, les aciétés coopératives ou anonymes. Il lui a aussi démontrer ce qu'on peut encore attendre, dans ce but, de l'intervention des caisses d'épargne.

Puis le Congrès a abordé l'étude de la grouse question de l'intervention des pouvoirs publics daus la construction des maisons à bon marché. Il fullait est-tendre aur ce point fondamental, à un débat des plus animés et, de fait, ce n'est ni l'éclat, ni lampleur qui lui ont manqué.

M. Engène Rostand avait bien voulu se charger du rapport de cette question : c'est assez dire avec quelle précision elle a pu étre examinés sous toutes ses faces et à tous ses points de vue. Dans la discussion générale, se sont fait entendre un grand nombre d'orateurs, et le Congrès a eu la satisfaction d'assister à un brillant tournoi qui a mis en présence et en confit les représentants autorisés de l'Ecole libérale et de l'Ecole étatiste.

Il a entendu tour à tour MM. Brandés, Watterloo, Aabler (Carpure Biete Meter Paris Gera Peller)

Challamel, et enfin le distingué rapporteur M. Rontand.

Les uns et les autres ont apporté dans la discussion,
avec toute la force de leur talent, l'ardeur de leurs
convictions courtoises, et, échiré par un long et minutieux échange d'observations, le Congrès a pensé
que la solution de la question qu'il agitait ne comportait pas de réponse absolue et générale; il a jugé
plus asge de la renvoyer aux congrès nationaux des
divers pays représentés, et chez qui l'ingérence et la
forme d'intervention de l'Etat sont susceptibles de
varier auivant la constitution, les meurs publiques
et la gravité du mai à géorir.

Signalons enfin le vote, sur le rapport de M. Cheyeson, de la constitution d'un Comité permanent international, destiné à servir de lien entre les Fédérations
nationales ou groupements similaires qui, dans les
divers pays, centralisent le mouvement en favour de
l'esuvre des habitations à bon marché.

On peut voir, par se troy rapitile compte rendu,

divers pays, centralisent le mouvement en faveur de l'œuvre des habitations à bon marché. On peut voir, par se trop rapide compte rendu, l'importance et la gravité des questions soumises au Congrès, et comme l'a dit M. Jules Siegfried, qui a présidé les séances avec toute l'autorité que lui donne as compétence bien connue en ces matières, le Con-grès peut se flatter d'avoir fait une œuvre éminement utile.

LES PRODUCTION DES LAINES DE LA PLATA

LES PRODUCTION DES LAINES DE LA PLATA Si on s'en rapporte aux statistiques publiées par les journaux argentins, la production en laines e été, dans la dernière campagne inférieure de 20.000 balles de celle de 1899-1899 et de 41.000 balles de celle de 1897-1899. Voici, en c'fet, les chiffres accusés : Du premier octobre 1899 à fin mai 1900, on a expédié de Buenos-Ayres, Babia-Blanca et les rivières : \$811.55 balles pour l'Europe, 18.000 balles pour le nord de l'Amérique. Il y avait encore en voie d'expédition, 7.000 balles, et, en stock : 28.000 balles à Buenos-Ayres et 5.000 balles dans les villes de l'intérieur. Tout ceci donne un chiffre de 437.000 balles pour la assivon 1899-1900 contre 457.000 balles en 1898-1899 et 470.000 balles en 1898-1899 et 470.000 balles en 1897-1898.

CONSEIL MUNICIPAL DE CROIX

CONSEIL MUNICIPAL DE CROIX

Seance du vendrois 23 jain

Le Conseil municipal de Urois 'éet réuni venérodi

soir 8 heures et demis sous la présidence de M. Desbarbiteux, maire, pour la sesson ordinaire de mai, laquelle comprend la discussion des budgels. A l'appeil

nominal fous les conveillers sont présents sauf MM.

Bettens, absent, Daforest et kimpe, accusés.

M. Dubourg manifeste son étonnement du départ
précipité de M. Kimpe. Le maire lui reproche susse,

tôt de ne pas tenir ses promesses et de sout-ver des incidente. Le procès-verbal de la dernière délibération est

tôt de ne pas tenir ses promesses et de sout-ver des incidente. Le procès-verbal de la dernière délibération est

COMPTE DE GESTION DU RECEVEUR MUNICI

PAL-Le maire s'étan tretiré est remplacé par M.

DUMAILE de GESTION DU RECEVEUR MUNICI

PAL-Le maire s'étan tretiré est remplacé par M.

D'AL-Le de l'artic d'entre de l'entre de loctaire des comptes

roctus administratelle et de gestion comme suit : recettes

roctus administratelle et de gestion comme suit : recettes

15 : necttes est de l'entre de l'entre de la comptes

16 : necttes est de l'entre de l

readus administratifs of de gestion comme suit: recettes ordinaires, 134.645.75; recettes extraordinaires, 53.643.75; recettes supplémentaires, 10.955.95. Total des recettes 200.652.71.

Dépenses ordinaires: 128.235.15; dépenses extraordinaires, 2,371,43

Total des dépenses: 197.601.99.

L'excédent des recettes est donc de 2.920.72; le reliquat de l'exercice précédent étant de 19.893.73, le reliquat des l'exercices précédent étant de 19.893.73, le reliquat des les renormes des commissions.

Dibbourg, au non de la minorité, propose de les renveyr à l'exames des commissions.

COMPTES DES FABRIQUES DES EGLISES.—Par la discussion de l'exercic de jour COMPTES DES FABRIQUES DES EGLISES.—Par 18 voix sur 24 membres précente, le Conseil déclare que, la viex sur 24 membres précente, le Conseil déclare que, l'examence les discussions de l'extre de l'exercices d'appréciation pour aximit pas les défenents nécessaires des précédents nécessaires des parties de la complex de l'exercices de l'exercices de l'exercices

examiner les dits comptes et budgets, il passe à l'ordre du jour.

BUIDGET SUPPLEMENTAIRE DE L'EXERCITE 1900. — Recettes : 76.737 fr. 93: dépenses : 76.727 fr. 93.

M. Bertin, rapporteur de la Commission des finances, en aissant connaître cer chiffres, dit que la Commission les a approuvés. Le détail du budget est lu par M. Guyet, secrétaire de la mairie. Mis au vote, il est adopté par 18 voix et 6 abstentions.

M. Delporte proteste crue les Commissions se réunis-sent à des heures où il est impossible à certains conseillers d'être libres. M. Lecrinier a'étonne que l'on ait contexté autrefois l'élection des ouvriers aux mandats municipaux cous prétacte qu'ils n'avaient pas le temps de s'occuper de leurs fonctions.

Quand on a socepté un mandat, ajoute-t-il, on se sa-

contre la société civile, un véritable état.

"Si nous défendons l'idée républicaine, nous savons que la marche en avant est indispensable et c'est pourquoi, après le vote de la loi sur les associatoins,

retraites. »

» M. Millerand après avoir félicité les bourgeois à qui il parle de se grouper autour du Cabinet, ter-

mine ainsi:

« Le Ministère n'aurait obtenu que ce résultat,
de démontrer la nécessité de l'alliance de la bourgeoisie et de l'ouvrier, qu'il aurait rendu, à la République et au pays, un service dont il aurait le droit
d'être fier. »

M. Brisson a bu ensuite à M. Millerand et à la
République.

GRAVE ACCIDENT AUX MANŒUVRES D'AEROSTATION, A MONTPELLIER

Montpellier, 22 juin. — Ce matin, pendant les maneuvres d'aéroctation militaire, au Polygone, le câble du bellon étant brisé a blessé un lieutenant et un maître cuvrier et teé le promier aspect Gornandias. Le ballon a pu être reteau.

LE LIEUTENANT DE BERNARDI

Paris 22 juin — Canantage d'Alla després de la canada d

LE LIEUTENANT DE BREKNARDA
Paris, 22 juin. — On annones qu'à la demande du
Président de la République, le maistre de la guerre,
vient de signer un décret réintégrant dans les cadres du lieutenant de Bernardi qui avait été mis en
nem activité par setrait d'emploi à la suite des incidents de Mogtélimer.

M. Forter explique que les Commissions des écoles et des travaux ne peavent pas se réunir le soir.
M. le Maire, à M. Deles. — Les beuves ne seront pas changées. Faites des sacrifices, vous sures du reste plus facilessent des permissions, vous sures du reste plus que les camarades, élas des euvriers.

BUDGET VICINAL. — Le Conseil est appelé à ap-prouver les dépenses à couvrir par la commune en 1901, pour l'entretien des chemins vicinaux et s'élevant à 6628 tranca. — Approuvé.

prouver les dépenses à couvrir par la commune en 1901, pour l'entrétien des chemins vicinaux et s'alsvanà à 6528 franca. — Approuvé.

NOMINATION DES DELEGUES DU CONSEIL AU BURRAU DE BIENFAISANCE. — L'assemblés procède à l'élection de deux de ses membres pour la représenter au sein de la commission du Bureau de bissélaisance. Le vote a lieu par builetins secrets. Il donne les résultats ci-après : ler tour : MM. Durrest et Delporte obtiennent : 17 voix, Dubourg ès Beign 6 voix; bulletin blanc 1. M. Delporte qui est élu déclare refuser cette mission et reproche aux membres de la majorité leur inconséquence.

M. Bertin. — Nous ne sommes pas, comme vous des candidats de contrôle.

M. le Maire. — Nous demandons au contraire à être contrôles. Quand nous étions représentés par une minorité au Bureau charitable, c cà ne marchait pas, sujourd'hui nous voulons que ça marche s s'est pourquoi nous vous y survoyons. Si nous étions immerité au Conseil, nous n'y vicadrions pas. Vous avex vouls être les flastres au Bureau de bienfaisance, eh bien I débrouilles-vous. Au reste voter retus nous surpresud. Vons avez bien accepté dentrer à la commission de l'hospies ; éest dorte que vous aimes mieux les sours.

M. Dubourg. — Il ne s'agit pai de sœurs.

M. Dubourg. au maire. — Vous éties président de la commission ; à votre place ; 'aurais tanu strictement mes droits, l'autorité supérieure était là pour vous soutenir.

M. le Maire. — L'autorité supérieure n'a jamais nommé que des réactionnaires.

M. Dubourg. — Il n'y a pas d'opinion qui tienne dans une commission charitable.

M. Lecrinier. — Si la minorité prétend qu'elle n'est pas réactionnaires, qu'elle demands donc la laicasation de l'hospie. (Applaudissements fe l'assistance).

M. Delporte. — Pour être républicain, faut-il donc manger du saucisson ?

M. Delporte. — Pour être républicain, faut-il donc manger du saucisson ?

M. Delporte. — Pour être républicain, faut-il donc manger du saucisson ?

M. Delporte. — Ca, c'est tout des contes.

M. Le Maire. — Ab I vous avez cru qu'on ne saurait pas vous répondre ; vous nous avez pris pour des imbéciles ; eh bien vous n'êtes pas au bout. [Bravos dans l'auditoire.) — A ce moment des discussions particulières e'engagent entre les conseillers des deux bords. M. le Maire y met fin et rappelle les discoureurs à l'ordre du jour. On passe au 2e tour de scrutin pour élire un délégné au Bureau de bienfaisance. Votants 24 : MM. Dubourg 7 voix, Delporte 12, builetins blance 5.

Personne n'ayant la majorité, il va lieu de procéder à un 3e tour qui donne : MM. Delporte 14 voix, Dubourg 10 voix. M. Delporte, déclaré élu n'accepte pas.

M. Dubourg offis d'entre à le commission mais à une condition. — Vous, on ne vous accepte pas, lui répond le maire. (Bires et bravos).

M. Dubourg. — Vous n'oses pas m'y envoyer avec un des vôtres !

es vôtres ! M. le Maire. — Nous ne voulons pas nommer un bouf-

M. te Maire. — Ivous se vouces posses.

M. Delporte. — Ca c'est tout des contes.

VCEU DU CITOYEN DEBOCK. — Le consesser pobock émét le vœu que le préfet, pour prouver ses sentiments républicisins, fasses dissoudre la commission actuelle du Bureau de bienfaisance et laisse au Conseil le soin de gérer les nfâires des paparves.

M. Dubourg. — Vons aves le temps d'attendre.

M. Debock. — C'est pourtant du communisme pratique. (On rit).

(On rib).

DEMANDE DU BUREAU DE BIENFAISANCE.

La commission fait savoir au Conseil que la subvention test insufficante pour donner suite à toutes les demandes des familles nécessiteuses et sollicite une allocation supplémentaire de 2000 fr.; faute de quoi elle se verra obligée de diminure les accourse.

taire de 2000 fr.; faute de quoi elle se verra obligée de diminure les securs.

M. Bertin. — La Commission des finances a examiné la demande du Bureau de Bienfaisance, mais elle estime que cette demande devrait être appuyée d'un état des familles assistées. Toutefois, pour montrer qu'elle compatit aux souffrances des malleureux, elle propose au Conseit d'accorder un aubaide de 500 fr.; mais elle invite l'administration du Bureau charitable à faire toute dilicence « pour recouvrer les 1900 francs restant d'ân par le Vélodrome, les 420 francs représentant la valeur des aloyaux détournés par les bouchers à son service et à accepter, enfin, l'offre de la personne qui consent à remplir gratuitement les fonctions de secrétaire et d'enquêteur de la Commission ».

M. Dubourç remercie le Conseil, au nem des pauvres, pour les 500 francs accordes. Quast aux 1900 franca dis par le Vélodrome, dit-il, ce n'est pas au Bureau à s'occuper du recouvrement; c'est vous, M. le Maire, qui devriex vous en occuper.

M. le Maire. — Moi ! mais je ne suis plus ordonnateur et vous m'avez mis dehors.

M. Dubourç. — Vous avez dépassé vos droits en vous

vriez vous en occuper.

M. le Maire. — Moi I mais je ne suis plus ordonnateur et vous m'aves mis dehors.

M. Dubourg. — Vous avez dépassé vos droits en vous substituant personnellement à la Commission. De plus, vous avez démissionné de votre propre mouvement.

M. le Maire. — Vous êtes des hommes sans parole. Les confitions tratées par mol avec le Vélodrome, je vous les avais communiquées verbalement.

M. Dubourg. — Les affaires administratives ne se traitent pas verbalement. (Marques d'approbation.) Vous n'aviez pas le droit de fixer le droit des nauvres ; M. le Préfet vons l'a blen dit. Votre devoir, arrâs coup, était de poursuirve les administrateurs du Vélodrome. » M. Dubourg ajoute que la somme de 1900 france ne sera pas perdus.

bottre ajoute que la somme de ancu trans ne sera per-perdue.

M. le Maire. — En prenez-vous la responsabilité.

M. Pubourg. — Nous vous pourssivrons en restitution des 160 france perdus par votre faute, osseriez-vous nous pourssivres pour les 1900 france?

J'arrive sux aloyanx, continue M. Dubourg. Les bou-chers oui nous ont trompés onté été souteurs par vous, M. le Maire. Il v en a qui ont mangé des aloyaux, mais pas nous.

nour.
M. le Maire. — Cette viande était à moi.
M. Dubourg. — Elle était aux pauvres. Vous dévies la distribure entièrement et non la manger dans les cabarets de Roubaix.
M. le Maire. — Yous étes un polichinelle, un poseur !
Si j'avais mis le nes dans votre distribution de visiée.

Si j'avaia mis le nes dans votre distribution de via il.e, vous m'aurice avoyes promeser.

Des protestations s'elèvent dans l'auditoire; les conseillers s'invectivent.

M. le Maire. — C'est un des vôtres qui a dit à la dermère séance, lorsque si le rappela à l'ordre : « Je m'fons de vous et de votre rappel à l'ordre : « Je m'fons de vous et de votre rappel à l'ordre : « Je m'fons de vous et de votre rappel à l'ordre : « Je m'fons de vous et de votre rappel à l'ordre : « Je m'fons de vous et de votre rappel à l'ordre : « Je m'fons de vous et de votre sappel à l'ordre : « M. De l'ordre : « Me l'est d'estre : (Rires).

M. Lecrinier, « adressant aux membres de la minorité : Les électeurs du Créchet sont à plaindre; vous ne connaissez ni les aloyaux ni les chiffres.

M. Dubourg. — Vous, vous ne savez pas distinguer les morceaux de cou d'avec les morceaux de culofté. M. Dubourg est rappelé à l'ordre, vous ne savez pas distinguer les morceaux de cou d'avec les morceaux de culofté. M. Dubourg est rappelé à l'ordre.

M. le Maire. — Vous aves terminé ? M. Dubourg. — Oui, eui i Les aloyaux doivent être digérée.

M. le Maire avec vivacité. — Les aloyaux doivent être digérée.

digéréa

M. le Maire avec vivacité. — Les électeurs de Croix
m'ont douné deux feis la majorité; ils ont prouvé que j'ai
reupili mon devoir. (Applaudissements bruyants dans l'auditoire).

compii mon devoir. (Applaudissements bruyants dans l'au-ditorre).

Le rapport de la commission des finances est mis aux voix et adopté; ce pendent que l'assistance continue sa manifectation en favoar du maire et invective les membres de la minorité. Le silence se rétablit aux appels réttérés de la sonnette présidentielle.

DEMISSION DE DEUX ADJOINTS AU MAIRE D'ALGER

Alger, 22 juin. — MM. Voilot et Faure, adjoints au maire d'Alger, ont donné leur démission pour protester contre les procédés du préfet Luteau à l'égard de la municipalité.

LA GUERRE DANS LE SUD DE L'AFRIQUE

UN SUCCES ANGLAIS

Loudres, 22 juin. — Le général Buller télégraphie de
Kaatcoach 22 juin. 5 heufts 10 soir.— Le général Dandonnaldt et la troisième brigade de cavalerie ont occupé
aujourd'hui Standerton mans remontrer de résistance. Les
Boers étaient partie le veille, après avoir fait santer le
pont du chemin de fer et causé d'autres dégêts. L'infanterie qui a couvert aujourd'hui 22 milles, passers la muit
à Kaatbosch.

Dernières nouvellas régionales

UN VOL SACRILEGE A LILLE. — Vendredi matin, la nomunée Clémence Thérouse, agée de 44 ans, neungère sans domicile fixe, étant en état d'ivreses, prévaite dans l'églies Égint-Michel. Elle enleva deux viese qui se trouvaient suf un autel. Conduite au commissaires de police, après interrogatoire, alle a été déférée au Parquet.

INCIACILE A ENQUESIEME Les dépàra s'élèvent à 4.000 france. Le malysidance ne parait pas circ étrangère à ce infaire. Une enquête est ouverte il 3 a neutrance.

CULTE PROTESTANT; CREATION DE POSTES AUXILIAIRES. — La prést du Nord communique una lettre du Constatorite de Lille, ayant trait à la création de constante de Lille, ayant trait à la création de constante de Lille, ayant trait à la création de constante de Lille, ayant trait à la création de constante de la constante

adjudications publiques en 5 lote.

Le montant des dépenses prévues est de 12.900 france.

M. Deleu .emande que la livraison de viande se fasse à la mairie. Il a constaté, dit-il, à l'école de la rue ... qu'un boucher avait livré une viande de qualité inférieure.

Le Maire a constaté lui aussi, que la viande n'était e pas conforme » mais il croît impossible de faire venir les cuismières tous les jours à l'autel-de-ville, parce que peruant leur-absence e leur soupe brôlerait.

FOURNIVURE DE VALLA.

— Rapporteur M. Devost. — La commission a appreuvé le cahier des charges avec quelques moduncations ét le soumet à l'appréciation du Conséil.

Au nom des membres de les miserité, M. Bonnier demande que les secours de toute nature soient distribués aux esfants de toutes les écoles. En acceptant notre proposition, dit-il, le Conseil fera œuvre démocratique et humantiesire, les enfants peavres ne devant pas supporter de privations parce que leurs parente les envoient dans telle ou telle école.

M. le Maire. — Ils n'ont qu'à aller aux écoles gouvernementales. Si vous étee des républicains.

M. Dubourg. — Oui, nous le sommes et personne n'a le droit de suspecter notre républicainsme.

Les membres de la minorité l'acceptent, avec la motion de M. Bonnier. Cette motion est rejetée par 18 voix contre 6.

COMPTE ET BUDGET DE L'HOSPICE. — Le Maire déclare que le Conseil, n'avant pas d'éléments nour con-

COMPTE ET BUDGET DE L'HOSPICE. — Le Maire COMPTE ET BUDGET DE L'HOSPICE. — Lo Maire déclare que le Conseil, n'avant pas d'étienants pour coatrôler ces contrèes, passe à l'ordre du je.

TRAITEMENTS FACULTATIES DU PERSONNET.
ENSEIGNANT. — Vingt-at-un mambres du personnel enseignant ont signé une pétition pour demandrer de augmentation de leurs traitements facultatifs et font valoir la cherté du charbon, des vivres, la diministration des recettes d'études, de legns, etc., et en appellent à la callicitation des recettes d'études, de legns, etc., et en appellent à la callicitation des recettes d'études de legns, etc., et en appellent à la callicitation des recettes d'études de legns, etc., et en appellent à la callicitation des recettes d'études des Commissions.

SANATORIUM DE SAINT-POL. — Le Conseil approuve l'envoi, cette année, comme auparavant, de délégués, pour viniter l'établissement de St-Pol-sur-Mer.

ASSURANGE CONTRE LES ACCIDENTS. — L'admistration est autorisée à contracter une assurance pour le mécanicien du service des eaux potables. La retenue sur les aslière de cet employé est fixée à 5 %.

VŒUX DIVERS. — M. Wattean demande que des concrets soient donnés au Créchet par les sociétés subventionnées.

M. Forter proteste contre la cherté du charbon, contre

VŒUX DIVERS.— M. Watteau demande que des conserts soient donnés au Créchet par les sociétés subrentionnées.

M. Forter proteste contre la cherté du charbon, contre l'entente odicuse des Compagnies ». En attendant Perpropriation des mines par la collectivité, Il émet le vœu de voir instituer, par l'Etat, une commission applicate charbons.

M. Bertan appuie la proposition et demande qu'elle soit trauemies aux Chambres.

M. Dujardim.demande la nomination d'une Commission chargée d'elaborer un ordre de réglementation des séances du Conseil municipal. Séance tenante, sur la proposition du Maire, sont nommés membres de cette Commission MM. Desbarbieux, Forter, Lecrinier, Dujardim, Bertin, Turpin, Bonnier et Renard.

M. Bertin émet le vœu que le droit d'euseignement sois retiré aux congrégations et une les biens de main-morte fassent zetour à l'Etat.

M. Dubourg, au nom de la minorité, demande l'inscripsion al vordre du jour de, la prochaine séance de la proposition auvante : Ouverture, place St-Pierre, d'une salle de visite médicale et d'un poet de distribution de secours aux indigents.

Le Conneell renvoie à la Commission compétente une demande présentée par la fantare « La Renaissance », dans le but d'obtenir une subvention pour participer au concours de Pateaux.

des Bénnecrates carétiens
Le Congrès qui a'a pu se tenir les 3 et 4 juin dernier, pour des raisons déjà indiquées, aura lieu à
Paris, les 14 et 16 juillet prochain, dans les locaux
des Œuvres ouvrières de Plaisance, 174 rue / Van-

ves.

Le 14 juillet, auront lieu simultanément:

1º Le Congrès de la Section Ouvrière, qui discutera
trois questions importantes: les Chambres de Travail, les Accidents du travail et la Saisie-Arrêt sur
les salaires.

2º Le Congrès de la jeunesse qui étudiera un questionnaire divisé en trois parties: L'Association, l'Ettude, l'Action.

2º Le Cougres de la trois parties: L'Association, a tude, l'Action.

Le 16 juillet, sur l'inftintive prise par un certain nombre de chefs de groupes et de personnalités démocratiques, se tiendra une réunion qui étudiera les moyens d'unifier davantage l'action démocratique chrétienne en France et de denner plus de chésion aux organisations existantes.

Les demandes de renseignements et les adhésions doivent être envoyées à M. Delavenne, 14 rue Cler, Paris.

TIRAGES FIN NCIERS

FONCIER 53 1895
Le numéro 74.636 gague 100.000 francs. Le numéro 112.422 gagne, 25.000 francs. Le numéro 235.513 gagne 10.000 francs. Les 3 numéros suivants: 436.662 — 213.223 — 398.254 gaguent chacun 5.000

COMMUNALES 1892 . Le numéro 178.644 gagne 100.000 francs. Le numéro 428.707 gagne 30.000 francs. Les deux numéros suivants: 221.079 et 185.721 gagnent chacun 10.000 rancs.
Les quatre numéros suivants; 150.574 — 176.356
— 464.879 — 375.646 gagnent chacun 5.000 francs.

UN A. E A WARMACQUART
Un incendie s'est déclaré dans la nuit de jeu
vendredi, dans la fabrique de tulles mécaniques aj
tenant à M. Bouzel. Deux êtges ont été la proie
flammes, seul le rex-de-chaussée a ... présert. Les dégâts s'élèvent à une quinsaine de

COTONS AMERICAINS New-York, vendredi 22 juin. Cours de clôture

1-	TERME	NEW-TORK		NEW-ORLEANS	
		00 JOHE	précédente	es jour	procèdente
B PLANTE OF	Juin Juillof Acott Septembre Octobre Novembre Bécombre Janvier Février Mars. Avril Mai R RCENT	8.93 8.96 8.77 8.38 8.20 8.06 8.04 8.06 8.08 8.11	8.64 8.64 8.46 8.08 7.93 7.81 7.70 7.80 7.84 7.85	9.25 9.30 8.73 8.19 7.71 7.82 7.82 7.83 7.85 7.88	9.08 9.13 8.50 7.94 7.06 7.56 7.57 7.58 7.60 7.63
0.1	D 4 9 774 4	WAL.			THE REAL PROPERTY.

CAMBRIOLEU
DE REVOLVER.
cent leurs exploits
heureur.
Vendredi matin,
leu, qui demeure in
n bruit insolite pe
rásson, avoir affair
avolver et decessa
il. Pas de réponse,
plusicures coups de
trus.
Ils avazent pénét
boulevard après a
n carreau de vitt
ils n'ont pas eu le
exécution. Ils ont
précédemment cités
Plainte a été de
maldi, commissaire

juin prochain:

ALLER. — Départ
arrivée à Leon, 8 heu
pour Liesse. Départ
Reims, 12 heures 35.
RETOUR. — Dép
Arrivée à Roubaix, 1

A Laon, pendant
Deramecourt riendre
avec lor Roubaisiens,

par Pie

DEUX

JEUNI mois, ell ine lui-meme l'acuit fait ser quelques jours à l'a Milla Champagney à la ment lui donna une g faillut acheter en touté table, de la cristallerie. rectauration complete rait que plus tard. Le temps qui la sépa coula donc très vite journées de gaieté, de h Raymond s'épanouits

coula done très vits journées de gaieté, de la Raymond s'épanouisment passés. Et il l'aiment passés l'aiment passés l'aiment passés l'aiment passés l'aiment qu'à participat de la laiment qu'à passés l'aiment qu'à passés l'aiment qu'à passés l'aiment qu'à passés l'aiment l'aiment l'aiment passés l'aiment l'aime